

Comment l'école catholique en Europe fait-elle face à la crise du Covid-19 ?

L'irruption du coronavirus et la pandémie du Covid-19 ont complètement bouleversé la vie sociale et économique mondiale. Partout en Europe, les systèmes éducatifs (et au sein de ceux-ci les écoles catholiques), ont vu l'année scolaire perturbée, interrompue, parfois jusqu'à la rentrée de septembre 2020.

Guy SELDERSLAGH et Géraldine VALLÉE
Avec la participation d'Hélène CORBEEL

Chaque pays, chaque système scolaire ont réagi. Selon l'intensité de la menace, l'analyse des experts et des acteurs, la culture politique nationale et la décision des autorités politiques. Partout, la continuité des apprentissages, l'équipement informatique des élèves et des enseignants et l'attention soutenue à la prise en compte de tous les élèves ont été les fils rouges des actions entreprises. Naturellement, dans chaque pays, l'intérêt du public, l'attention de la presse et des médias se sont centrés sur l'évolution nationale ou régionale du nombre de contaminations, d'hospitalisations, de décès et de mesures de restriction des libertés publiques prises par les pouvoirs publics.

C'est pour dépasser ces visions seulement nationales, que le CEEC (Comité Européen pour l'Enseignement Catholique) a réalisé, entre le 28 mai 2020 et le 12 juin dernier, une enquête auprès de ses membres, afin de mieux comprendre la manière dont

chaque système scolaire et chaque organisation nationale de l'enseignement catholique ont réagi aux problèmes rencontrés et les solutions qui y ont été apportées.

Période de confinement et fermeture des écoles

Sur les 23 pays ayant répondu, les écoles ont d'abord été fermées en Italie, dès le 5 mars. Le 23 mars 2020, tous les autres pays avaient fermé leurs écoles, au moins partiellement, à l'exception de la Suède.

Le Danemark a été le premier pays à opérer une réouverture des écoles le 20 avril 2020. À la fin du mois de juin, 16 pays (sur 23) dont les Pays-Bas, la France, la Belgique, l'Allemagne ou la Suisse avaient repris (au moins partiellement) les cours. D'autres pays - parmi lesquels l'Albanie, l'Écosse, l'Espagne, l'Irlande et la Roumanie- ne comptaient pas rouvrir avant la rentrée de septembre. Le Royaume-Uni n'avait, au moment de clôturer l'enquête, pas encore fixé de date de réouverture.

Il est frappant de constater que les mesures de fermeture les plus drastiques n'ont pas toujours été prises dans les pays dont la situation en matière de contaminations, hospitalisations et décès était la plus aigüe. Ceux qui ont rouvert les classes ne l'ont pas fait au même rythme et n'ont pas ciblé les mêmes élèves prioritaires : la Slovénie et le Portugal ont privilégié les dernières années de cycle. La Suisse, les élèves du secteur obligatoire âgé de 4 à 15 ans ; la France, d'abord les plus jeunes... Début juin, 100 % des Danois avaient repris le chemin de l'école, 90 % en Grèce, 70 % en Slovénie ou en Suisse.

En moyenne, un peu moins de 50% des élèves étaient présents lors de la réouverture des écoles. On constate aussi que dans les pays où la reprise a été lente, ce sont souvent les familles les plus vulnérables qui craignaient le plus de remettre leurs enfants à l'école.

Quelles nouvelles pratiques pédagogiques ?

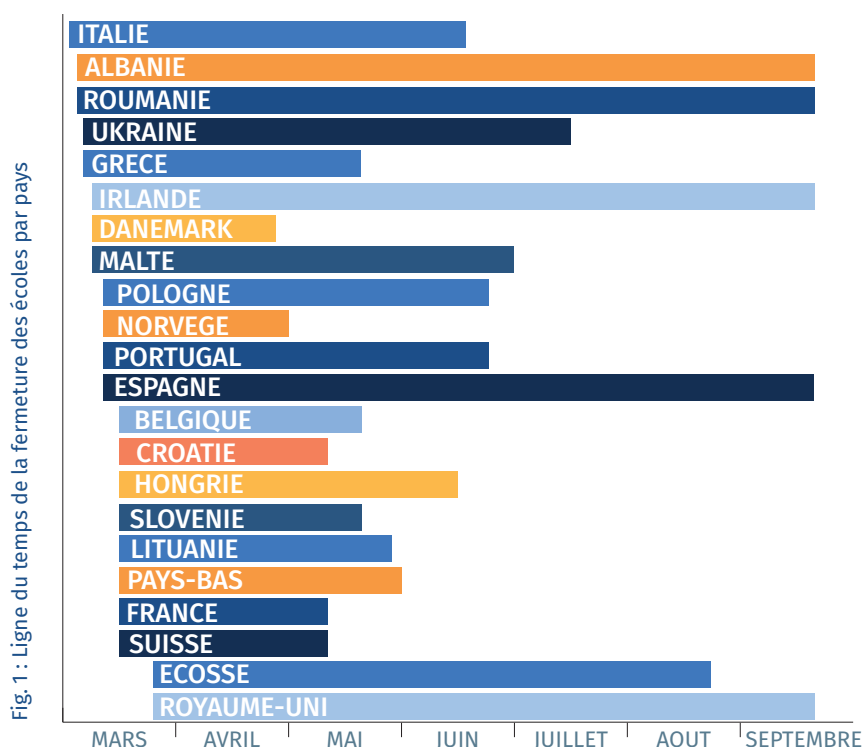
Tous les pays¹ répondants ont indiqué s'être adaptés à la crise du Covid-19 en développant de nouvelles pratiques pédagogiques. Parmi les options proposées, l'enseignement multimédia a été plébiscité à l'unanimité. Les activités favorisant l'autonomie de l'élève et l'enseignement télévisé ont aussi été mises en avant.

Outils numériques

Tous les pays ont indiqué que cette crise sanitaire avait favorisé l'utilisation d'outils numériques, à l'exception du Danemark, qui a souligné que les outils numériques faisaient déjà partie de la vie quotidienne des écoliers.

On notera tout particulièrement l'usage d'un espace numérique de travail, d'outils en ligne édités par les enseignants et Microsoft 365. Les répondants font aussi mention des réseaux sociaux et de ressources en ligne telles que YouTube, par exemple.

Le pourcentage d'élèves (ou de parents pour les élèves de l'enseignement pri-



maire) ayant eu un contact informatique avec leur établissement et/ou leurs enseignants est de manière générale assez élevé: en moyenne, 80% des élèves (ou des parents) sont restés en contact avec les enseignants, avec un taux estimé à 80% pour une majorité², oscillant de 70 et 80 % pour la Croatie, la France, la Roumanie et l'Italie, ou inférieur à 50% pour l'Albanie, le Royaume-Uni et l'Ukraine.

La Suisse a souligné qu'il y avait « de grandes différences entre le secteur privé, qui a mieux réagi- surtout au niveau des gymnases- et le secteur public. Mais, en général, toute les écoles ont gardé un contact avec leurs élèves ».

Collaborations et financement de la part des pouvoirs publics

La plupart des pays ont indiqué que leurs autorités publiques (gouvernements, ministère, administration...) ont participé à la mise en place de nouvelles pratiques, à deux exceptions près : Aux Pays-Bas, les pouvoirs publics ont considéré que cette responsabilité relevait des écoles. En Slovénie, ils ont simplement émis quelques recommandations et décrété que toutes les écoles devraient mettre en place l'enseignement en ligne. En Espagne, la majorité des ressources ont été fournies par les écoles elles-mêmes ou par leurs propres organisations.

Dans les autres pays répondants, les pouvoirs publics sont intervenus à plusieurs

niveaux. Par exemple en communauté flamande de Belgique, des ordinateurs portables ont été fournis aux élèves et aux étudiants. De manière similaire, en Lituanie et en Roumanie, du matériel informatique a été distribué aux familles en difficultés, tandis qu'en France et en Suède, le Ministère de l'Éducation nationale a instauré des classes virtuelles. En Pologne, le système scolaire public a bénéficié de subventions pour l'achat d'équipements électroniques tels que des tablettes et des ordinateurs portables pour l'enseignement à distance. En Irlande, l'examen du certificat de fin d'études (qui permet et oriente vers l'entrée au troisième niveau), a été complètement remanié : les étudiants ont directement reçu une note établie par leur professeur.

Il est à noter que parmi les pays ayant signalé que les pouvoirs publics avaient participé à la mise en place de nouvelles pratiques, seulement la moitié de ceux-ci ont alloué des moyens (financiers, matériels, numériques) semblables aux écoles catholiques et aux écoles publiques.

Diminution des contributions financières des familles

Dans plusieurs pays européens, l'insuffisance structurelle de financement public pour l'école catholique contraint celle-ci à demander une participation financière aux parents. Dans la majorité de ces pays, la crise du Covid -19 a affecté les familles

et limité leurs capacités contributives et par voie de conséquence les finances des écoles.

Toutefois, 21 répondants pensent que les écoles catholiques de leur pays ne connaîtront pas forcément une moins bonne rentrée en septembre prochain en terme d'inscription d'élèves. Cependant, certains pays (peu nombreux) estiment qu'une baisse des inscriptions, pouvant aller jusqu'à 35%, pourrait avoir lieu.

Une attention à la vie spirituelle sous de nouvelles formes

Dans la plupart des pays la vie spirituelle au sein des écoles catholiques a trouvé de nouvelles voies pour s'exercer. Des moments de recueils et diverses autres formes de vie spirituelle ont trouvé place via les réseaux sociaux, les sites web, les visioconférences, du temps auprès de chaînes de télévision nationales même.

A cet égard, les secrétariats flamand, écossais et espagnol précisent que des outils et du matériel pédagogique ont été fournis aux écoles pour les accompagner. La période de confinement a également été source d'innovation pédagogique pour certains enseignants, notamment à Malte où des projets et activités spirituelles et créatives ont été menés avec les élèves.

Les résultats de cette enquête ont permis de constater un dynamisme significatif et des initiatives nombreuses au sein des communautés scolaires catholiques. Ces communautés pointent des besoins importants de soutien, de matériel pour les enfants et les familles, mais aussi de formations pour les enseignants et d'équipements pour les écoles. Les autorités publiques ont parfois apporté un soutien significatif, mais pas partout et pas de manière équivalente entre les écoles publiques et les écoles catholiques. Enfin, un risque financier significatif, causé par la difficulté de paiement des frais de scolarité par certaines familles et le risque d'une baisse des inscriptions dès la rentrée de septembre s'annonce pour certaines écoles catholiques de certains pays. Cette enquête nous rappelle la nécessité de soutenir, échanger et faire appel à nos ressources communes. ■

Fig. 2 : nouvelles pratiques pédagogiques mises en place

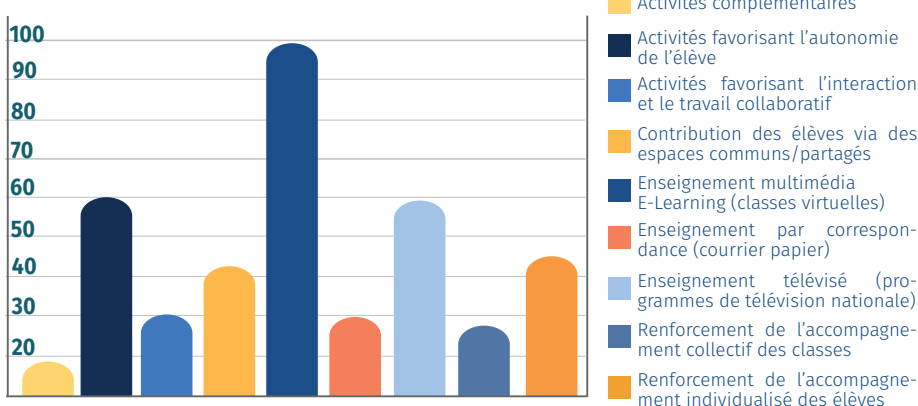
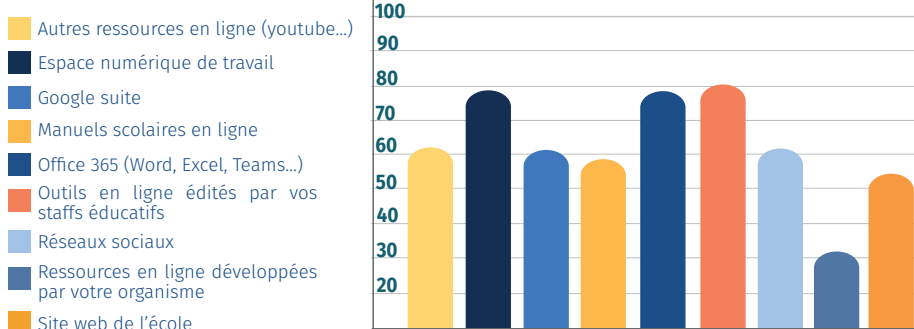


Fig. 3 : Outils numériques utilisés



1. Albanie, Belgique (fr et fl), Croatie, Danemark, Écosse, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lituanie, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine
 2. Incluant la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Grèce, l'Irlande, la Lituanie, Malte, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Slovaquie et la Suisse